

Referendum ADP : du dire au faire, il n'y a qu'un pas

dimanche 1er septembre 2019, par [Jacques COTTA](#)

Le G7 tenu par Emmanuel Macron à Paris aura constitué une rentrée politique générale. Pour le gouvernement évidemment, pour la presse qui a félicité la « performance », pour les opposants et commentateurs en tout genre.

Le gouvernement par la voix du chef de l'état s'est fait en quelques jours le meilleur défenseur de l'écologie et de la lutte contre la pauvreté. Qui n'ose rien n'a rien !

Comme s'il était vierge en la matière, Emmanuel Macron, homme de l'UE, des banques, et représentant de l'oligarchie, a voulu apparaître vierge alors qu'il n'est que celui qui porte la politique sociale la plus régressive, agressive et violente depuis des décennies contre la grande majorité de la population, des retraités, jeunes, travailleurs, ouvriers, salariés, fonctionnaires, petits artisans ou petits patrons....

Ainsi discourt-il contre les inégalités alors qu'il porte la politique de démantèlement du code du travail, de réduction des services publics, de destruction de l'éducation à travers la dénationalisation du baccalauréat, d'asphyxie de la santé, de réduction des aides au logement et de suppression concomitante de l'ISF, de mise en place des retraites par point contre la retraite par répartition -malgré quelques attermoissements dus aux craintes de réactions violentes- de liquidation du pacte social qui permet peu ou prou de vivre ensemble depuis plusieurs décennies.

En matière d'écologie, le chef de l'Etat donne des leçons à la planète alors qu'il vient de faire ratifier le CETA qui menace gravement la santé de nos concitoyens en ouvrant aux monopoles agroalimentaires d'outre atlantique notre marché alimentaire, au détriment de nos agriculteurs et éleveurs qui n'auront que leurs yeux pour pleurer, ou leur corde pour se pendre.

L'affaire amazonienne vaut d'ailleurs le détour. Les incendies visiblement allumés par de gros propriétaires qui veulent s'emparer des terres à des fins financières, au détriment des tribus, de la flore et de la faune, ont permis à Emmanuel Macron un cri d'alarme salué unanimement par tout ce que comprend la « vertitude » ambiante. Quand la mémoire fait défaut, tout est possible. Le même Macron en effet organise la privatisation de l'office des forêts, restreint les crédits publics aux casernes de pompiers volontaires qui ferment leurs portes, organise le sous équipement des combattants du feu qui n'en peuvent plus être après été, accepte l'urbanisation sauvage qui frappe le territoire dès lors que les amis ou la base sociale du pouvoir en prend l'initiative.

Il y a pire sans doute dans le cynisme des derniers jours. Voilà que les autorités françaises s'insurgent contre la violence policière qui sévit à Hong Kong ou encore à Moscou. Que ces violences soient condamnables et doivent cesser est un fait indiscutable. Mais que le chef de l'état se saisisse du sujet comme un grand démocrate doit le faire rappelle l'adage selon lequel il est toujours plus confortable de voir la paille dans l'oeil de son voisin que la poutre qui se trouve dans le sien. Des dizaines de blessés graves à Paris et dans toute la France depuis le début du mouvement des gilets jaunes le 17 novembre dernier, des estropiés à vie, Zineb Redouane ou Steve Maia Caniço morts par tir de grenade ou charge policière, et cette réflexion du chef de l'état sur France 2, « les forces de l'ordre n'ont pas commis de violences irréparables » durant ce mouvement social. Sans blague ?

La critique, voire dénonciation, des propos du chef de l'état est assez aisée. Et après ? Quelle action pour tous les « embrocheurs » de Macronie réunis ?

Ce serait s'aligner sur le discours officiel que de ne pas mettre au centre de la discussion la conséquence logique du mouvement des gilets jaunes pour poursuivre dans la lignée des exigences de justice sociale et

de démocratie.

Alors ?

Il demeure un moyen de poursuivre, qui exige détermination et engagement. Le referendum sur la privatisation d'ADP, qui pourrait marquer un coup d'arrêt à l'ensemble de la politique gouvernementale, qui pourrait se transformer en référendum pour ou contre Macron et son gouvernement, piétine. Nombreux sont les causeurs qui oublient qu'il faut aller sur les marchés, expliquer, aider à remplir un formulaire délibérément compliqué, rassembler, faire signer, gagner en tout point du territoire les 10% nécessaires du corps électoral. Quel sens aurait aujourd'hui les appels sociaux qui en ordre dispersé sont ressentis comme des appels à la démobilisation alors que la volonté générale est celle d'un mouvement d'ensemble, quel sens auraient tous les discours de condamnation de la Macronie si toutes les énergies n'étaient concentrées sur la volonté de gagner les 10% ?

Causer est nécessaire pour comprendre.

Agir est indispensable pour transformer.